

L'INSTRUMENTALISATION ET L'INCIVISME DES DOZO DANS LE DEBAT POLITIQUE IVOIRIEN : DES OBSTACLES A LA SECURITE INTERIEURE, AU DIALOGUE POLITIQUE ET AU PROCESSUS DE LA RECONCILIATION NATIONALE (2002-2015)

THE INSTRUMENTALIZATION AND INCIVISM OF THE DOZO IN THE IVORY POLITICAL DEBATE: OBSTACLES TO INTERNAL SECURITY, TO POLITICAL DIALOGUE AND TO THE NATIONAL RECONCILIATION PROCESS (2002-2015)

* DATRO Okobé Noël

Enseignant-chercheur d'Histoire contemporaine (Histoire africaine)

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

(225) 0708040031 /0143666981/datronoel@outlook.fr/datronoel1978@gmail.com

* Dr. BLEY Hyacinthe Digbeugby

Enseignant-chercheur d'Histoire contemporaine (Histoire politique)

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody (Côte d'Ivoire)

(225) 0707269226/ 0141268098 / hyacinthebley20017@gmail.com

Résumé

Les Dozo sont des chasseurs traditionnels d'origine Mandé-Bambara et Malinké en Afrique de l'Ouest regroupés en une confrérie initiatique et exotérique. Leur existence remonte au XIII^e siècle avec la fondation de l'Empire du Mali, dans le Soudan Occidental. Le *dozoya* repose fondamentalement sur la croyance aux divinités (*jin*) ou aux génies de la brousse. Les Dozo, au terme de leur initiation deviennent des individus peu ordinaires, pacifiques mais craints de tous pour leurs pouvoirs mystiques aigus et du don d'ubiquité qui les caractérise. Dotés d'un savoir, savoir-faire et savoir-être, ils se mettent au service de leur communauté.

Au cours de ces dernières décennies, dans l'histoire sociopolitique de la Côte d'Ivoire, ces chasseurs traditionnels se sont illustrés militairement au côté de la rébellion contre le régime en exercice, de septembre 2002 à l'entame du second mandat d'Alassane Ouattara, leur référent politique, en 2015. Depuis lors, ces supplétifs servent de réservoir militaire potentiel disponible au pouvoir en place ; mettant ainsi en péril les fondamentaux de la démocratie et de l'Etat de droit. Ainsi, leur intrusion militaire dans le débat politique national leur confère le statut de soldats-mercenaires à la solde de l'exécutif. Pour service rendu à la rébellion, ils bénéficient d'un traitement particulier et sont intégrés dans l'armée nationale. Ils sont promus à des hauts postes dans l'administration civile et militaire du pays. Du coup, ces mercenaires peu outillés à la chose républicaine, dans l'exercice de leur nouvelle fonction et au regard de l'impunité dont ils jouissent, n'ont cessé de poser des actes de violence contre les populations déjà traumatisées et désarçonnées par la crise. Tous ces faits menacent la sécurité intérieure, l'unité nationale, la cohésion sociale et le processus de la réconciliation nationale.

Il se pose alors la problématique de l'intrusion des mercenaires-dozo dans le jeu politique national et les actes de violence, de crimes économiques et humanitaires dont ils sont auteurs en Côte d'Ivoire. Pour y répondre, l'exploitation rigoureuse et méthodique de plusieurs ouvrages et travaux scientifiques en rapport avec notre sujet est imposée à nous. Aussi, les zones du Centre, Nord et Ouest (CNO) assiégées par les rebelles et celles du Sud, dites gouvernementales ont servi de cadre d'enquêtes orales auprès de Dozo, chefs coutumiers, victimes, femmes, jeunes, autorités administratives et élus locaux.

Le traitement rigoureux et objectif des informations recueillies a permis de bâtir notre travail autour de trois axes principaux. Le premier axe mettra en relief l'intrusion des Dozo dans le

débat politique national, à partir de 2002. Le second point se chargera de montrer les actes d'incivisme des Dozo au cours de la crise. La dernière partie sera le lieu de présenter l'impact de la présence et de l'incivisme des Dozo dans le jeu politique national sur la stabilité du pays.

Mots clés : instrumentalisation, incivisme, Dozo, débat politique national, dialogue politique, reconciliation nationale.

Abstract

The Dozo are traditional hunters of Mande-Bambara and Malinke in West Africa, united in an initiatory and exoteric brotherhood. Their existence dates back to the 13th century with the founding of the Mali Empire in West Sudan. The *dozoya* is fundamentally based on the belief in deities (jinh) or bush spirits. The Dozo, at the end of their initiation become unusual individuals, peaceful but feared by all for their acute mystical powers and the gift of ubiquity that characterizes them. Endowed with knowledge, know-how and interpersonal skills, they put themselves at the service of their community.

Notwithstanding, during these last decades, in the socio-political history of Côte d'Ivoire, these traditional hunters have distinguished themselves in the most violent way (militarily) alongside the rebellion against the regime in exercise, of September 2002. At the start of the second term of Alassane Ouattara, their political referent, in 2015. Since then, these auxiliaries have served as a potential military reservoir available to the power in place; thus endangering the fundamentals of democracy and the rule of law. Thus, their military intrusion into the national political debate gives them the status of soldiers-mercenaries in the pay of the executive. For service to the rebellion, they received special treatment and were integrated into the national army. They are promoted to senior positions in the country's civil and military administration. Suddenly, these mercenaries little equipped with the republican thing, in the exercise of their new function and with regard to the impunity which they enjoy, did not cease carrying out acts of violence against the populations already traumatized and disconcerted by the crisis. All these facts threaten internal security, national unity, social cohesion and the process of national reconciliation.

This raises the issue of the intrusion of the mercenaries-dozo into the national political game and the acts of violence, economic and humanitarian crimes of which they are perpetrators in the Ivory Coast. To answer this, the rigorous and methodical use of several books and scientific works related to our subject has become obvious to us. Also, the areas of the Center, North and West (CNO) besieged by the rebels and those of the South, so-called governmental, served as a framework for oral inquiries with Dozo, customary chiefs, victims, women, young people, administrative authorities and local elected officials.

The rigorous and objective treatment of the information collected has made it possible to build our work around main axes. The first axis will highlight the intrusion of the Dozo in the national political debate, from 2002. The second point will be the place to present the impact of the presence and incivism of the Dozo in the national political game on the stability of the country.

Keywords: instrumentalisation, incivism, Dozo, national political debate, political dialogue, national reconciliation.

INTRODUCTION

L'histoire sociopolitique de la Côte d'Ivoire au cours des dernières décennies, principalement entre 2002 et 2015, est marquée par l'intrusion des Dozo, des chasseurs traditionnels-guerriers d'origine mandé-Bambara et Malinké vivant dans la boucle du Niger. Leur existence en Afrique de l'Ouest remonte au XIII^e siècle avec la fondation de l'Empire du Mali. En Côte d'Ivoire (Hellweg, 2012, p163),

la majorité des Dozo sont des Mandéphones, ceux qui parlent des langues mandingues d'Afrique de l'Ouest tels que les Bamanankan (le Bambara), le julikan (le Dioula) et les Malinkan (Le Malinké), communément appelés Mandinkan. Mais on trouve aussi parmi les Dozo, des locuteurs de langues gur, notamment le Syemara (le Sénoufo), bien représenté.

A la fin des années 1980 et en 1990, les Dozo se sont transformés en agents de sécurité privée parce que la police ivoirienne s'est montrée impuissante devant l'insécurité grandissante, surtout dans les milieux urbains pauvres et dans les campagnes. C'est dire qu'ils étaient déjà sortis de leur cadre naturel de prédilection qui est la chasse traditionnelle pour se transformer en agents de sécurité privée. Mais, si nous avons choisi 2002 comme notre première borne chronologique, c'est pour mettre particulièrement l'accent sur le côté rebelle et guerrier des Dozo dans l'histoire sociopolitique et militaire de la Côte d'Ivoire. En effet, ces chasseurs traditionnels ont lutté dans les rangs de l'armée des forces nouvelles pendant la rébellion de 2002 qui portera au pouvoir Alassane Ouattara après une crise post-électorale sans précédent en 2011. Ainsi, dès son accession au pouvoir avec le soutien de ces soldats supplétifs, le président Alassane Ouattara met-t-il en place une nouvelle politique militaire qui nécessite le recrutement de certains d'entre eux pour l'armée nationale.

On comprend dès lors que leur intervention dans le jeu politique national est à mettre à l'actif d'une classe politique qui aspire au pouvoir d'Etat par les moyens anticonstitutionnels, alors que la politique n'est pas, par essence, leur domaine de compétence. Recrutés alors comme des militaires supplétifs par cette classe politique qu'ils considèrent comme leur référent politique dans sa course effrénée au pouvoir d'Etat, ces dozo-mercenaires se font remarquer à tous égards sur le théâtre des opérations contre les populations des zones assiégées, dans le Centre, Nord et l'Ouest (CNO) du pays et même dans certaines localités gouvernementales¹. Leurs agissements peu cordiaux et très violents confisquent les droits fondamentaux des citoyens, entre autres, la libre circulation des biens et des personnes, la liberté d'expression, d'opinion, d'association et le droit à la vie. Du coup, le tissu social et l'unité nationale, facteurs de stabilité politique légendaire dont se réclamait la Côte d'Ivoire dans la sous-région ouest-africaine, ont du mal à se reconstituer et menacent le dialogue politique inclusif et fragilisent les efforts déployés pour réconcilier les Ivoiriens.

Il se pose alors, dans ce sujet, la question centrale de l'immixtion des chasseurs traditionnels dozo sur la scène politique nationale en Côte d'Ivoire et les violences sous toutes ses formes perpétrées contre les populations au cours de la période entre 2002, date du déclenchement de la rébellion armée et 2015, le début du deuxième mandat du président

¹ La rébellion armée menée par des mercenaires contre le pouvoir de Laurent Gbagbo en 2002 a entraîné la partition du pays avec d'un côté les zones Centre-Nord et Ouest (CNO) contrôlées par les rebelles et les zones du sud placées sous l'autorité de l'exécutif en exercice. Cette division du territoire national en deux parties antagonistes, pour des raisons politiques a créé une fracture sociale profonde entre les Ivoiriens.

Alassane Ouattara, leur référent politique. Autrement dit, en quoi le recrutement des Dozodans le jeu politique et leurs actions sur le terrain politique constituent des menaces à la sécurité, au dialogue entre les classes politiques et la consolidation de la cohésion sociale ?

Dans notre souci de répondre à cette problématique, nous avons exploité plusieurs ouvrages se rapportant à certains pans de notre sujet ou nous orientant vers certaines pistes d'informations nécessaires à l'élaboration de ce travail. Des ouvrages d'auteurs spécialistes de la question des Dozo ont été exploités. Il s'agit, à titre d'exemple, des ouvrages de (Manzon, 2014), ceux de (Soro, 2005), de (Helleweg, 2012), de (Youssouf, 1994) et de (Guyon, 2015). Dans leurs travaux, ces auteurs ont axé leurs réflexions sur l'origine des Dozo, le fonctionnement ancestral de la confrérie et leur implication dans les crises sociopolitiques en Afrique de l'Ouest, dans un contexte du multipartisme en Afrique. Particulièrement (Guyon, 2015) et (Varlène, 2012) ont insisté sur leur intrusion dans le débat politique national ivoirien et les conséquences de leurs agissements et comportements sur le terrain des combats. L'ouvrage de (Xavier Renou, 2005) nous a été d'un intérêt capital parce que dans sa démarche, l'auteur nous a permis de comprendre le fonctionnement des mercenaires et sociétés militaires privées au service du marché dans les crises sociopolitiques qui ont secoué les Etats à travers le monde. Des actes de colloques, des mémoires, thèses et articles scientifiques ont été également exploités.

Entre autres, nous pouvons citer les Actes du colloque du (Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits, 2000), de (Datro et al, 2018). Ces travaux scientifiques ont pointé du doigt les actes de violences et d'incivisme des mercenaires recrutés par des sociétés privées qui engagent des militaires, dans la plupart des cas, à la retraite ou des mercenaires Kamajors et Dozo qui ont sévi dans les conflits politiques armés en Afrique. Au surplus, la question du concept d'« Ivoirité » abordée par (Boa Thiémélé, 2015, p39) nous a fait comprendre que mal utilisé et sorti de son contexte est contribué, de loin, à la fracture sociale et à l'unité nationale. D'ailleurs, l'auteur le démontre en ces termes :

L'ivoirité culturelle et politique est une idée grandiose qui n'a pas réussi à concrétiser les institutions bienveillantes de ses créateurs. Elle a subi également le destin d'une mal comprise, mal présentée et nécessairement mal critiquée.

L'ensemble de ces ouvrages consultés a été très capital dans notre travail. Toutefois, nous avons ouvert nos recherches sur d'autres sources, notamment, les sources orales. En effet, nous avons fait un travail de recherches sur le terrain des enquêtes orales, auprès des personnes ressources, à savoir, les ex-rebelles Dozo, des autorités coutumières, des animateurs de la scène politique, agents des forces de l'ordre et de sécurité et quelques victimes. Les informations recueillies ont permis de comprendre les violences avec lesquelles les mercenaires Dozo se sont imposés aux populations des zones sous contrôle rebelles et même sur celles de certaines localités placées sous l'autorité de l'exécutif.

Nous avons, par la suite, fait un croisement de toutes les informations recueillies tant dans les ouvrages, publications scientifiques que dans les témoignages oraux des différentes localités parcourues. L'analyse objective et la consolidation de toutes ces informations écrites et orales ont permis de dégager un plan tripartite. Dans la première partie, il sera question de porter un regard sur l'intrusion des Dozo dans le jeu politique national. En second lieu, les actes d'incivisme des Dozo constituera l'essentiel de notre analyse. La troisième et dernière partie portera sur l'impact de l'immixtion des Dozo dans le débat politique et leurs actes d'incivisme sur la cohésion sociale, la sécurité intérieure et la réconciliation nationale.

I. L'INTRUSION DES DOZO DANS LE JEU POLITIQUE NATIONAL

La présence des chasseurs traditionnels dozo sur la scène politique, à partir de 2002, leur recrutement dans les rangs des forces armées rebelles et leur formation particulière au métier de la guerre constitueront les idées à développer dans cette première partie.

1. Les motivations

Plusieurs raisons expliquent l'intrusion de la confrérie initiatique des Dozo sur la scène politique nationale. Ces raisons sont ethno-identitaires, religieuses et politiques, dans un contexte conflictuel au sommet de l'Etat.

En Côte d'Ivoire, les questions politiques qui devraient se faire selon les principes fondamentaux de la démocratie et de l'Etat de droit, ont malheureusement fait place, aux rivalités ethniques et identitaires entre les différents référents politiques qui ont attiré avec eux, leurs bastions politiques, militants et sympathisants.

En effet, une crise identitaire s'installe dans les habitudes des populations du Nord de la Côte d'Ivoire qui se sentent marginalisées par les différents pouvoirs au sommet de l'Etat. Mais cette position tranchée d'une frange de la population ivoirienne du Nord se justifie particulièrement par les candidatures aux différentes présidentielles des dernières décennies au cours desquelles aucun acteur politique originaire du nord, en pays malinké et sénoufo n'a accédé au pouvoir d'Etat. Le cas du candidat Alassane Ouattara qui a vu sa candidature rejetée par la Cour Suprême, pour « nationalité douteuse » (Datro et al, 2018, p.43) lors du scrutin de 2000. Cette situation jugée inconfortable de leur référent politique, Alassane Ouattara, qui aspire au pouvoir d'Etat entrainera la mise à jour de la charte anonyme du Nord en veilleuse depuis 1991². A (Sandlar, 2005, p.297-298) d'ajouter que :

Cette charte tire son argument du sous-développement du Nord pour présenter les populations autochtones comme des individus exclus du développement par l'autorité politique suprême et tente de faire de semblable posture, un ressort de mobilisation important.

Particulièrement les Dozo d'origine Mandé-Bambara et Malinké ne se feront pas prier, au nom de leurs accointances ethniques et identitaires pour soutenir le Rassemblement des Républicains (RDR) parti politique de leur mentor politique, Alassane Ouattara, dans cette lutte effrénée vers le fauteuil présidentiel. D'ailleurs, le chef rebelle, (Soro Guillaume, 2005, pp.17 et 21) soutient et explique cet état de fait dans ces lignes :

Deux raisons essentielles m'ont décidé à prendre les armes le 19 septembre 2002 pour appeler au retour de la démocratie dans mon pays. La première remonte aux calamiteuses élections présidentielles d'octobre 2000 en Côte d'Ivoire. Ces élections n'ont pas été légitimement remportées par Lurent Gbagbo, l'actuel occupant du fauteuil présidentiel (...).

Ce qu'on appelle l'ivoirité n'a été inventé que pour empêcher cet homme dérangeant de se présenter. Mais par ricochet, les bazookas du discours anti-Ouattara se sont retournés contre l'ensemble des Ivoiriens originaires du nord du pays.

² La Charte du Nord intitulée « Le Grand Nord en marche » est accueillie avec enthousiasme dans leur grande partie par les populations du Nord. Elle est diffusée dans toutes les localités de cette partie de la Côte d'Ivoire sous forme de tract et d'extraits dans des journaux de la place qui leur sont proches.

C'est vrai que ces raisons évoquées par Soro Guillaume et les considérations d'exclusion soutenues par la Charte du Nord ont largement contribué à l'intrusion des Dozo sur la scène politique en Côte d'Ivoire. Mais il convient de souligner que d'autres raisons sont à l'origine de l'immixtion des Dozo dans les affaires politiques du pays du côté des forces rebelles. A croire aux témoignages de Coulibaly Fouseni, les supplétifs-mercenaires dozo n'avaient jamais été intéressés par la politique. Ce sont leurs frères ressortissants du nord qui les ont mobilisés massivement pour chasser Gbagbo Laurent du pouvoir, parce que dans les pays voisins, comme au Mali, en Guinée et en Sierra Leone, les Dozo ont amélioré leurs conditions en prenant les armes pour chasser des présidents du pouvoir.

Pour nous les Dozo, la cherté de la vie et les conditions misérables dans lesquelles nous vivons par rapport aux autres franges de la population, la prise des armes dans les affaires politiques est un moyen sûr pour améliorer leur situation de vie grâce au butin de guerre amassé pendant la rébellion³.

Ces chasseurs traditionnels, désormais acquis à la cause du candidat Alassane seront recrutés en masse pour préparer l'offensive militaire contre le pouvoir de Laurent Gbagbo, dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002.

2. Le recrutement des mercenaires-Dozo

La recrudescence des opérations mercenaires et le développement de la privatisation de la guerre justifient l'élaboration d'un état des lieux de l'emploi du mercenariat (CDRPC, 2001, p.3). La Côte d'Ivoire au cours de ces dernières décennies, dans l'histoire de sa vie sociopolitique n'est pas en marge de l'emploi des supplétifs militaires qualifiés de mercenaires. En effet, des acteurs de la scène politique opposés à la gestion du pouvoir par l'exécutif en exercice, ont recruté en nombre important, des chasseurs traditionnels Dozo, sous la bannière ethnique, religieuse et identitaire. Mais comment se faisait le recrutement des Dozo au sein de la confrérie ? Qui était chargé de leur recrutement ? Telles sont les questions essentielles qui guideront notre analyse à ce niveau de notre travail.

En réponse à ces questions, Draman Ouattara explique que

le recrutement était l'affaire de l'état-major de la rébellion. Cet état-major était composé de militaires déserteurs originaires du nord du pays et anciennement engagés dans l'armée nationale, dans la majorité des cas. Les plus actifs dans notre recrutement, nous les Dozo étaient Wattao et Koné Zakaria⁴.

Ces chefs rebelles, selon les témoignages, parcouraient les villages dozo pour confier cette mission, au niveau local, aux *dozoba*⁵. A leur tour, ces *Dozoba* chargeaient de mobiliser ceux qui allaient servir de mercenaires dans les rangs des forces armées de la rébellion. Nos

³ Entretien du 10 juillet 2021, 10h 45-11h 20 à Korhogo

⁴ Entretien du 10 juillet 2021, 16h25-17h40, Kolia

⁵ La confrérie des Dozo est socialement hiérarchisée mais homogène. Elle est divisée en trois couches sociales avec à la tête, les anciens, les vieux dozo qui sont les dépositaires des pouvoirs mystiques et de la tradition. Agés de 50 ans et plus, ils sont au premier rang de l'initiation des jeunes candidats au *dozoya*.

Les jeunes adultes sont au niveau intermédiaire. Ils ont entre 25 et 50 ans révolus. Initiés au métier de la chasse traditionnelle et de la guerre, ils constituent la classe guerrière de la confrérie. Ils sont chargés d'assurer la sécurité et la protection et la libre circulation des biens et des personnes au sein de la confrérie.

Au bas de l'échelle, nous avons les Pousse. C'est la classe des adolescents âgés de 18 à 25 ans au maximum. Ils sont candidats au *dozoya* ou nouvellement initiés qui ont la charge de conduire les bétails et de préparer le sol pour les activités agricoles. C'est la masse productrice des biens de consommation en dehors du butin de chasse.

témoignages évoquent que le nombre des mercenaires dozo recrutés variait d'un village à un autre et pouvait atteindre parfois deux cent ou trois cent selon les localités. La sélection de ces combattants obéissait à des critères bien définis et connus de tous au sein de la confrérie. Il s'agit des critères d'âge, de bravoure, de loyauté et de confiance, tout reposant sur l'initiation originelle au *dozoya*.

Toutefois, dans les zones assiégées du Centre, Nord et Ouest et même dans certaines localités sous gouvernementales, des individus enrôlés de force par les chefs rebelles ou ayant pris volontairement la décision d'adhérer à la confrérie, dans un contexte conflictuel au sommet de l'Etat, ont été initiés au *dozoya* et ont intégré les forces armées rebelles (Datro, 2017). Ayant intégré les forces armées rebelles par la force ou par la volonté individuelle, pour des raisons diverses, les Dozo ont subi une formation particulière.

3. La formation des mercenaires

La formation des combattants est une étape importante dans la marche vers la prise du pouvoir par les armes, en ce sens que les enseignements étaient bien définis et les messages bien choisis de nature à les préparer militairement contre les forces loyalistes et contre toutes formes de résistances des populations des localités visitées. La formation s'est déroulée tant au niveau local qu'au Burkina Faso, qui a servi de base arrière aux rebelles au cours des hostilités et la déstabilisation du pouvoir en place. La formation s'est déroulée en deux étapes : la formation mystique et la formation militaire.

La formation mystique des combattants dozo relève exclusivement de la compétence des *Dozoba*. En effet, en plus de l'initiation habituelle reçue, ils sont soumis à des rituels spécifiques, pour se protéger des offensives adverses et pour renforcer certains pouvoirs, notamment celui d'ubiquité. La formation pouvait durer, selon les cas, un mois ou un peu plus. A l'issue de cette première étape de formation qui se déroulait sur le territoire ivoirien, dans les localités du nord, zone d'habitation par excellence des Dozo, les futurs combattants étaient convoyés par centaines dans les camps de formation, aux frontières ivoiro-burkinabè, créés pour la cause. On leur apprenait les premiers rudiments des techniques de combat (moderne), le maniement des armes sophistiquées et la discipline au côté de leurs frères d'armes avec qui ils devraient former l'armée des forces rebelles, une fois la formation achevée.

L'Etat-major commis à la formation militaire était composé d'anciens militaires ivoiriens à la retraite originaires du nord du pays et des déserteurs qui avaient pris fait et cause pour leur leader et candidat Alassane Ouattara et pour son parti politique, le RDR. Les propos de Drame Daouda Sidiki⁶ en disent clairement :

Nous avons reçu deux types de formation, la première étape de formation était typiquement mystique. Il a été question de renforcer nos pouvoirs mystiques parce qu'on devrait combattre dans des localités que nous ne connaissons pas. Nos frères militaires en activité ou non nous ont apporté un soutien important dans notre formation. Ils se sont chargés de nous donner les bases essentielles, dans une courte durée, les techniques de combat moderne.

Avec nos pouvoirs mystiques connus de tous et notre statut de chasseurs traditionnels et guerriers qui font de nous des individus craints et vénérés par les autres, nous étions prêts

⁶Entretien du 29 juin 2021, 16h21-18h10 à Bouaké

pour la mission qui devrait nous être confiée par notre état-major, une fois sur le terrain des opérations.

A l'issue de leur formation et mis dans les conditions optimales de guerre contre le gouvernement en exercice, les combattants Dozo vont se faire remarquer de façon violente sur le terrain des opérations.

II. LES ACTES D'INCIVISME DES DOZO EN COTE D'IVOIRE ENTRE 2002 ET 2015

Dans leur offensive militaire contre le gouvernement d'Abidjan, les combattants dozo ont posé d'énormes actes d'incivisme contre les populations et contre l'autorité de l'Etat, à plusieurs égards.

1. La désacralisation et la défiance de l'autorité des chefs coutumiers des zones assiégées

La feuille de route des forces rebelles était bien définie et expliquée par l'état-major de la rébellion et connue des rebelles, avant les hostilités de septembre 2002.

Dans leur mission, les Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) dont faisaient partie les Dozo recrutés et formés, avaient pour mission essentielle de soumettre tous les villages, hameaux et villes du pays dans leur majorité acquis à la cause du président Laurent Gbagbo, pour créer un climat de panique générale et de désespoir, afin de les mettre en situation de déroute et les soumettre aux sons des armes. Ainsi, dans leurs offensives militaires, les Dozo, au vu de leurs pouvoirs mystiques originels connus de tous et donc capables de faire blocage à tous les obstacles aussi mystiques dressés sur leur chemin par les populations des zones à assiéger, étaient au premier plan de la destruction des lieux de rituels sacrés (grottes, eaux, arbres, pierres, etc.) des villages attaqués. En procédant ainsi, ces chasseurs traditionnels-mercenaires cherchaient à maîtriser la situation et à créer aussi facilement que possible les conditions de progression et d'occupation du territoire national de la branche militaire de la coalition des forces militaires étrangères qui les soutenaient dans leurs actions (Guyon, 2015). Les populations prises de panique et désarçonnées par l'arsenal militaire des Dozo et leurs tenues vestimentaires dissuasives sur lesquelles étaient gravés des ornements de tout genre (cauris, ergots de coqs, queues et peaux séchées d'animaux, amulettes, sifflets) ne pouvaient que fuir leurs villages laissant derrière eux leurs lieux de cultes et d'adoration entre les mains des Dozo qui n'ont aucunement eu des difficultés pour les détruire ou emporter certains objets sacrés avec eux.

Aussi, dès leur entrée fracassante dans les villages, ils faisaient arrêter et prisonniers, dans des conditions humiliantes, les autorités coutumières qui n'avaient pas eu le temps de fuir le village avant leur arrivée. Mondankan Gnonsonpan Michel⁷ martèle à ce titre que :

Les Dozo ont trouvé le village de Guitrozon déjà meurtri et affaibli. Les populations ont fui le village sans protection et ont envahi les forêts, pour préserver leurs vies. Ceux qui n'ont pas eu la chance de fuir avant leur arrivée et nous, responsables de jeunesse et les chefs des villages qui n'avons pas voulu abandonner nos populations, par devoir moral, sont restés sur place. Nombreux parmi nous ont été assassinés ou faits prisonniers dans les camps de concentration à Man ou à

⁷ Entretien du 17 mai 2021, 09h20-10h31 à Guitrozon

Duékoué, dans des conditions inhumaines qui bafouent notre dignité.

Dans le même ordre d'idée, la déclaration de GnabroGnagbo Jules⁸, chef du village en second de Gnagbodougnoua est révélatrice et confirme notre argumentation :

Avec la présence des Dozo dans nos villages, les militaires rebelles d'Alassane Ouattara, nous n'avons plus droit à la parole parce qu'ils ont pris le pouvoir en Côte d'Ivoire. Non seulement ils ont détruit nos forêts sacrées, mais ils géraient les villages comme leur bon vouloir au dépend des chefs que nous sommes. L'appareil judiciaire traditionnel du village et la prise de décisions face à une situation donnée étaient l'affaire des chefs rebelles dozo qui ont érigé des barrages ou corridors militaires aux entrées et sorties de nos villages.

Les actes d'incivisme notoires des Dozo se traduisaient aussi par le fait qu'ils se constituaient en Forces de Défense et de Sécurité de l'armée régulière (FDS) dans leurs actions de soutien militaire au mouvement politique de leur leader.

2. Les Dozo, substituts des forces armées régulières

Comme il est transcrit dans la constitution qui régule la vie des Etats à travers le monde, la mission régaliennne d'une armée nationale, c'est d'assurer la défense de l'intégrité territoriale, d'assurer la protection et la libre circulation des biens et des personnes. En outre, l'armée nationale contribue au processus de développement socio-économique des Etats qui se veulent sérieux. En conséquence, aucune institution ou un groupement de soldats (militaires) illégalement constitué, dans un contexte conflictuel au sommet de l'Etat, ne peut prétendre jouer ce rôle régalien.

Malheureusement, la Côte d'Ivoire, dès le déclenchement de la rébellion en 2002 s'est retrouvée dans une situation déplorable du point de la sécurité intérieure. Les militaires qui combattaient dans les rangs des rebelles avant même leur intégration dans l'armée nationale ivoirienne au lendemain de la signature de l'Accord de Ouagadougou, en 2007, se faisaient passer pour des militaires réguliers et avec cette posture illégale posaient des actes qui défient l'autorité militaire ou même les reléguent au second plan, dans les zones placées sous leur contrôle.

L'administration militaire ayant été contrainte de fuir les villes ou ses postes pour sa sécurité aux sons des kalachnikovs et des armes lourdes était systématiquement remplacée par celle des rebelles. Dans les commissariats de police nationale, dans les brigades de la Gendarmerie, mieux dans les casernes, l'armée des rebelles dont les Dozo étaient en amont et en aval du fonctionnement des services administratifs. Ils détenaient l'appareil judiciaire dans les commissariats des zones assiégées à leur bon vouloir, sans en être inquiétés. Sans aucune procédure judiciaire au préalable, pourvu que l'affaire leur soit transmise, les Dozo, se donnaient les moyens à tort ou à raison de condamner les présumés coupables des délits qui leur sont reprochés. Les témoignages de KapéZahui Edouard et de LobregnonGazoa Jules sont édifiants et irréfutables⁹.

⁸Entretien du 10 août 2021, 12h32-14h00 à Gnagbodougnoua

⁹Entretiens des 14 juin 2021, 10h41-12h00 et 14 juin 2021, 15h21-16h08 14 juin 2021, 15h21-16h08 à Abidjan

Des militaires rebelles et les Dozo surtout étaient devenus des maîtres des lieux qui contrôlaient tout. Ils occupaient les commissariats et les corridors aux entrées et sorties des villes, au cours des voyages, des barrages payants étaient érigés sur les tronçons. Même dans les cars et autres moyens de transport, la scène était identique.

3. Les Dozo, auteurs de viols, crimes économiques et humanitaires

Dans leur marche militaire pour l'installation de leur leader, Alassane Ouattara dans le fauteuil présidentiel, les Dozo ont commis plusieurs actes qualifiés d'actes de viols, de crimes économiques et humanitaires. Les institutions de l'Etat ayant été mises sous l'éteignoir dans la plupart des cas, les populations étaient désormais à la merci des rebelles Dozo qui écrasaient tout sur leur passage dans une impunité indescriptible.

Selon (Amnesty International, 2012), l'Ouest montagneux ivoirien porte le lourd fardeau de la crise sociopolitique ivoirienne. Des femmes, par plusieurs dizaines, dans les villages, livrées à elles-mêmes, ont subi des actes de viols sexuels par les rebelles sous l'effet des stimulants et drogue qui leur ont été administrés. Il est difficile d'établir, avec exactitude, le nombre de femmes violées sexuellement par les Dozo dans les villages. Toutefois, il convient de retenir, avec certitude, que des victimes, de tout âge (jeunes filles, femmes adultes et de troisième âge) se comptaient par dizaine dans les villages. Particulièrement les témoignages font état de ce que dans la localité de Guéhombli, dans la seule journée du 30 septembre 2002, onze femmes ont été sexuellement abusées par les rebelles dans leurs camps de concentration qu'ils ont créés dès la prise de l'ouest ivoirien.

Au niveau économique, les rebelles dont les Dozo prélevaient les impôts, rançonnaient les populations rurales et assuraient le convoi des produits agricoles (café, cacao, hévéa, anacarde, huile de palme, etc.) vers les pays voisins, comme le Mali, le Burkina Faso et la Guinée. GnonsoaKapieu Irène¹⁰ explique clairement ceci :

Nous avons tout perdu, nous les femmes dans nos villages. Nos produits agricoles ont été détruits, brûlés ou emportés par les rebelles. Les greniers et les magasins de stockage de nos produits agricoles ont été brûlés. Même les bétails de nos maris ont été emportés par eux. Nous sommes restés sans vivres dans les villages. Leurs actes ont été des actes gravement méchants.

Au-delà de la région de l'ouest, tout le pays a subi les affres de la crise sociopolitique au niveau économique. La partition du pays, par exemple, avec le Nord sous contrôle rebelle et le sud, la zone gouvernementale a causé d'énormes préjudices économiques. Les impôts et diverses taxes étaient prélevés et gérés par l'administration de la rébellion dans le Nord sous le regard impuissant du gouvernement dans le sud. Nombreux sont les Dozo qui ont tiré de gros bénéfices économiques de cette situation. Dans les villages, les populations étaient rançonnées et leurs plantations et terres étaient confisquées ou mise en valeur de force par les Dozo.

Au surplus, à l'apparition des Dozo lourdement armés dans les villages, les populations déjà affaiblies, paniquées et traumatisées psychologiquement et moralement par les détonations des armes lourdes et les vrombissements des chars de combat fuyaient, par masse, vers les centres d'accueil des déplacés, dans les forêts ou vers les pays voisins, laissant derrière elles

¹⁰ Entretien du 18 mai 2021, 14h25-16h00 à Guitrozon

leurs biens. Les centres d'accueil étaient bondés de monde et étaient militairement occupés par les rebelles dozo qui les traquaient jusqu'à leur dernier retranchement.

Tous ces actes d'incivisme, particulièrement des Dozo, ne pouvaient que fragiliser les acquis en termes de sécurité intérieure, de dialogue politique et du processus de la réconciliation nationale.

III.L'INTRUSION ET L'INCIVISME DES DOZO DANS LE JEU POLITIQUE : UNE MENACE A LA SECURITE INTERIEURE, LA COHESION SOCIALE ET LA RECONCILIATION NATIONALE

La présence des Dozo sur la scène politique et les actes d'incivisme dont ils sont auteurs ont obstrué le chemin de la sécurité intérieure, du dialogue politique, de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale.

1. La menace de la sécurité intérieure

La première victime d'un conflit sociopolitique et militaire dans un pays, c'est bien la sécurité nationale. La désagrégation de la sécurité nationale se justifie par la prolifération des armes légères et la montée du phénomène des coupeurs de route sur l'ensemble du territoire national. A cela, faut-il ajouter la recrudescence de la violence et la montée du phénomène des enfants-soldats.

En effet, très actifs dans leur soutien militaire aux Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) pour la conquête du pouvoir d'Etat d'Alassane Ouattara et sa consolidation, les Dozo ont dû user de leurs pouvoirs mystiques et de la formation militaire acquise pour jouer pleinement leurs rôles et pour conduire avec efficacité la feuille de route qui leur était assignée, sur le terrain. Cette stratégie militaire a consisté à recruter de force, des enfants-soldats des zones assiégées qu'ils ont intégrés aussitôt au sein des FAFN, pour augmenter leurs effectifs militaires (Bailly, 2016).

La sécurité publique était aussi menacée par la prolifération et la circulation des armes légères dans la quasi-totalité des régions du pays. Certains parmi les enfants-soldats recrutés de force par les Dozo qui n'ont pas été démobilisés et réinsérés dans le tissu socioprofessionnel en Côte d'Ivoire ont gardé leurs armes avec lesquelles ils opéraient nuitamment sur les routes. La Côte d'Ivoire fait d'ailleurs partie des pays ouest-africains où la circulation et la prolifération des armes légères en période post-crise (Berhezan, 2013). Tous ces facteurs sont de nature à confisquer la libre circulation des biens et des personnes dans le pays.

2. Les dangers du dialogue politique post-conflit

Le recrutement et l'incivisme des Dozo sur la scène politique en Côte d'Ivoire a jeté un discrédit sur la question de l'existence d'un groupe paramilitaire illégalement formé dans un Etat de droit. Leur présence dans le jeu politique est le symbole de la légitimation des armes en lieu et place du dialogue politique autour duquel devrait logiquement, au nom de la démocratie, du respect des lois fondamentales et de l'alternance politique, se construire le débat politique entre les acteurs. Ces forces paramilitaires dozo qui constituent un réservoir potentiel pour le pouvoir en place sont régulièrement mis en mission par celui-ci pour faire régner la force là où il y a des poches d'opposition en gestation ou en reconstruction (Varlène, 2012).

Il n'en demeure pas moins avec leur insertion dans le tissu socioprofessionnel au plus haut niveau de l'appareil administratif militaire de l'Etat. Dans un tel contexte, le dialogue politique entre les acteurs principaux de la vie politique nationale devient un leurre ; chacun étant campé sur sa position, entraînant avec eux, dans leur position figée, leurs militants et sympathisants prêts à découdre avec la famille politique adverse.

3. La menace de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale post-conflit

La cohésion sociale et la réconciliation nationale sont des valeurs importantes et à consolider dans la vie d'un Etat en proie à des crises sociopolitiques et militaires mais qui cherche à se reconstruire à tous égards, comme la Côte d'Ivoire. Ces valeurs constituent le socle de l'unité nationale entre les populations peu importe leurs appartenances régionales, religieuses, professionnelles et politiques. Malheureusement, à cause de l'impunité et la promotion dont bénéficiaient les Dozo, le fossé de la fracture sociale s'est agrandi.

Les efforts déployés pour créer les conditions de la réconciliation nationale battent de l'aile parce que les milices-doza continuent jusqu'à présent de ne pas être inquiétés par la justice. Mais mieux, ils constituent encore un réservoir militaire potentiel prêt à toutes éventualités pour le compte du président Alassane Ouattara, en l'entame de son second mandat présidentiel, en 2015. Or, la cohésion sociale et la réconciliation nationale exigent des acteurs de la vie politique ivoirienne le divorce d'avec le recours permanent aux milices Dozo ou autres groupements paramilitaires pour la conquête du pouvoir d'Etat, parce que la politique ne relève pas du domaine d'existence de la confrérie. Nombreux parmi ces chasseurs-milices qui n'ont pas été intégrés dans l'armée nationale ou qui n'ont pas bénéficié d'un traitement particulier favorable de la part du gouvernement en exercice ne tardent pas à réclamer violemment, à coups de fusils, par la prise des actes de violence, leur dû pour service rendu à la rébellion.

A Drame Daouda Sidiki d'expliquer les raisons de l'échec de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale, entre 2002 et 2015, lorsqu'il dit ceci :

le président Alassane Ouattara devrait d'abord se réconcilier avec nous les Dozo qu'il a laissés dans la misère. Nous qui l'avons porté au pouvoir au prix de notre sang, nous sommes oubliés. Qu'est-ce qu'ont fait de si spécial ceux à qui il a donné du travail ou de l'argent après la crise par rapport à nous ? Mais notre silence devrait l'interpeler et l'amener à comprendre qu'il y a une partie des Dozo qui l'ont porté au pouvoir n'est pas contente¹¹.

Au regard de ce qui précède, nous sommes à mesure de dire que la sécurité publique, le dialogue politique, la cohésion sociale et le processus de la réconciliation sont menacés et le spectre de l'instabilité politique plane encore sur le pays.

CONCLUSION

La rébellion militaire a plongé la Côte d'Ivoire dans un état chaotique, entre 2002 et 2015. Recrutés par leur état-major, par plusieurs centaines, au sein des Forces Armées et des Forces Nouvelles, en vue d'apporter un soutien militaire au mouvement politique de leur mentor, Alassane Ouattara, le groupement paramilitaire dozo, des chasseurs traditionnels d'origine Mandé-Bambara et Malinké ont fait irruption dans les affaires politiques du pays. Leurs agissements peu cordiaux et violents sur le théâtre des opérations ont négativement affecté la vie du pays à tous égards. Des efforts déployés de part et d'autre par les acteurs de la scène politique pour la restauration de la sécurité intérieure, le dialogue politique inclusif, la cohésion sociale et la réconciliation nationale éprouvent d'énormes difficultés dans leur exécution.

Les milices-doza, non seulement, sont intégrés dans l'appareil

¹¹ Entretien du 29 juin 2021, 16h21-18h10 à Bouaké

militaire administratif au plus haut niveau, mais, certains parmi eux constituent malheureusement encore des forces potentielles non démantelées qui menacent l'assainissement du débat politique national et la vie du pays.

Sources et bibliographie indicatives

1. Sources orales

N°	Nom et prénoms	Age	Fonction/statut	Thèmes traités	Dates, heures et lieux des entretiens
1	Anonyme	-	Ancien ministre ivoirien de 2000 à 2002 et	L'impact de la rébellion et de la présence des Dozo dans le jeu politique ivoirien sur le processus de la réconciliation nationale	14 août 2021, 11h21-12h00, Abidjan
2	Coulibaly Fousséni	75 ans	Dozoba (vieux Dozo) membre du bureau de l'association des Dozo de Korhogo	Recrutement, formation des Dozo pour l'armée de la rébellion et leurs actions sur le terrain	10 juillet 2021, 10h 45-11h 20, Korhogo
3	Draman Ouattara	73 ans	Dozoba (Vieux Dozo) membre du collège des anciens chargés de l'initiation des Dozo de Kolia	Rituels initiatiques au <i>dozoya</i> Les devoirs et obligations du Dozo dans la société	10 juillet 2021, 16h25-17h40, Kolia
4	Drame Daouda Sidiki	45 ans	Dozo, ex-combattant démobilisé, membre de la cellule 39 de Bouaké	Les raisons du recrutement des Dozo au sein de l'armée de la rébellion Le traitement des Dozo post-conflit	29 juin 2021, 16h21-18h10, Bouaké
5	KapéZahui Edouard	58 ans	Adjudant de la Gendarmerie	Les rapports entre les forces de défense et de sécurité et les mercenaires Dozo au cours des patrouilles mixtes	14 juin 2021, 10h41-12h00, Abidjan
6	LobrégnonGazoa Jules	70 ans	Militaire à la retraite	Les dangers de l'intrusion des mercenaires Dozo sur la scène politique ivoirienne	14 juin 2021, 15h21-16h08, Abidjan
7	Maméri Diomandé Issa	65 ans	Membre du conseil des	Les rapports chefferies traditionnelles/	18 mai 2021, 10h21-

			notables de Kpanpleu	mercenaires Dozo dans les zones assiégées	12h14, Kpanpleu (Danané)
8	Mondankan Gnonpan Michel	41 ans	Président des jeunes de Guitrozon	La présence des Dozo à Guitrozon et son impact sur les populations locales	17 mai 2021, 09h20-10h31, Guitrozon
9	Gnabro Gnagbo Jules	74 ans	Chef du village adjoint de Gnagbodougnoa	Les rapports chefferie traditionnelle/mercenaires Dozo dans la gestion des affaires du village	10 août 2021, 12h32-14h00, Gnagbodougnoa
10	Gnonsoa Kapiou Irène	60 ans	Présidente de la coopérative agricole des femmes de Guitrozon	Les actes de violence et leurs inconvénients sur les populations de Guitrozon et des villages environnants	18 mai 2021, 14h25-16h00, Guitrozon

2. Bibliographie

- Agnieska (Kadzierska-Manzon), 2014, *Chasseurs mandingues, violence, Pouvoir et religion en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 123p.
- Amnesty International, 2012, Côte d'Ivoire, la loi des vainqueurs, rapport d'enquêtes : 28 février 2013, France, Harmattan, 45 p.
- Bailly Ferdinand, 2016, « Coalition ONUCI-Commando invisible », in *Le Temps*, n°3886, p.5.
- Berhezan Georges, 2013, « Côte d'Ivoire et Mali au cœur des trafics d'armes en Afrique de l'Ouest », in *Rapports du GRIP*, Bruxelles, GRIP, 41p.
- Boa Thiémélé Ramsès, *L'ivoirité et l'unité de la Côte d'Ivoire*, 2015, Abidjan, Les 2ditions CERAP, 186p.
- CDRPC, « Le boom du mercenariat : défi ou fatalité ? » in *Actes de Colloque du 30 novembre 2000*, 2001, Lyon, Montaine de Choulans, pp3-10 et 56-68
- Datro Okobé Noël et al, « Les chasseurs-miliciens dans les guerres en Afrique : Etude comparée des Kamajors de Sierra Leone et des Dozo de Côte d'Ivoire (1991-2011) », in *Revue Ivoirienne d'Histoire*, EDUCI, n°31, 2018, p.40-53
- Guynon Marie-Miran, 2015, *Guerres mystiques en Côte d'Ivoire 2002-2013, Religions, patriotisme, violences*, Paris, Karthala, 369p.
- Helleweg Joseph, 2012, « La chasse à l'instabilité : Les Dozos, l'Etat et la tentation de l'extralégalité en Côte d'Ivoire », in *Migrations, Sociétés, Migrations ouest-africaines en Côte d'Ivoire*, vol 24, n° 144, USA, Union de la Presse de Chicago, 234p.
- Human Rights Watch, 2013, Les effets matériels de la crise postélectorale de 2011 en Côte d'Ivoire » in *Rapports d'enquêtes*, Paris, 25p.
- Varlène I, 2012, *Abobo la guerre, la Côte d'ivoire : terrain de l'enjeu de la France et l'Occident*, France, Editions Mille et nuit.
- Soro Guillaume, 2005, *Pourquoi je suis devenu un rebelle, La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, France, Hachette, 175p.
- Xavier Renou et al, *La privatisation de la violence, Mercenaires et sociétés militaires privées au service du marché*, 2005, Presse du groupe Horizon, France, 490p.



Yousouf Tata Cissé, 1994, La confrérie de chasseurs malinké et bambara :mythes, rites et récits initiatiques, Ivry, Editions Nouvelles du Sud, 234p.